

## HAROLD KLEPAK

D'APRÈS LES PLANS DE DÉPENSES, QUE PEUT-ON déduire des priorités du gouvernement pour les années 1990 en matière de politique étrangère ? Je partage un peu avec M. Ross ce qu'il vient de dire. L'impact du budget va être limité. Ce qu'on voit ici n'est pas un changement de priorités extraordinaire, le budget est la priorité et je pense qu'on voit que les grandes lignes de la politique étrangère canadienne n'ont pas changé.

Dans ces grandes lignes, on veut nous donner la possibilité de «multi-latéraliser» nos rapports avec les États-Unis. En ce qui concerne l'Europe, les avantages sont assez évidents depuis les années 1970 et les expériences que nous avons eues. Il est beaucoup plus facile, cette année, de parler de coupures de budget parce qu'on peut le faire sans être de haut profil dans les relations internationales quand on les regarde globalement. L'Australie en 1987 publiait un Livre blanc de la défense qui promettait une politique beaucoup plus poussée et de l'argent supplémentaire pour la défense. Deux ans plus tard, pour des raisons budgétaires, on voit qu'il y a quand même eu un retranchement. La Nouvelle-Zélande, un peu la même chose mais même plus frappant évidemment à cause de la presque sortie de ce pays de l'alliance avec les États-Unis. Alors pour Washington, il y a des pays qui font beaucoup plus de tort à la situation globale que le Canada et c'est beaucoup plus facile pour nous de faire des coupures et de se maintenir comme bon allié des États-Unis.

L'ONU et le maintien de la paix, cette question devient de plus en plus importante. On voit des opérations arriver un peu partout ... ce n'est pas une exagération ... on parle de plusieurs autres possibilités ... on est à peu près partout et on a été toujours partout lorsqu'on nous demande de faire quelque chose. Évidemment nous avons des règles là-dessus mais si on nous demande de participer et si nous pouvons participer de façon correcte, on le fait. Alors des coupures dans la défense qui seraient ... qui sont comme celles que nous connaissons maintenant, pourraient avoir un impact là-dessus.

J'aimerais terminer en disant que, à mon avis, les questions de maintien de la paix et le lien avec l'aide internationale, notre engagement vers l'extérieur, vers le tiers-monde me préoccupent le plus de toutes ces questions traitées. Je pense que nous sommes dans une situation assez spéciale : le Canada est très actif au sein du Commonwealth, de la Francophonie, à l'ONU, dans les opérations de maintien de la paix, à l'OTAN, au sein du NORAD, etc .... C'est un pays très lié au système international, c'est un pays engagé. Alors je pense que les opérations de maintien de la paix sont la sauvegarde de la capacité des forces armées d'agir, non seulement comme force logistique dans ces opérations, mais aussi avec l'infanterie.

Évidemment la question du Nord et de la souveraineté est pour beaucoup liée à la question des sous-marins nucléaires. Je pense que c'est l'une des grandes questions pour nous : comment procéder maintenant pour remplir nos engagements et pour maintenir une vraie souveraineté dans le Nord.

## FEN HAMPSON

LES ÉVÉNEMENTS DES QUELQUES DERNIERS jours sont véritablement remarquables. La réduction des programmes d'acquisition de matériel de défense et la mise en veilleuse des objectifs énoncés par le gouvernement dans son Livre blanc publié il y a peine deux ans, représentent, à mon avis, un virage important de la politique officielle. Les sous-marins ont été supprimés, d'autres grands programmes ont été annulés ou reportés. Certes, tout n'a pas été éliminé, mais les engagements que le gouvernement a pris à l'égard des paramètres fondamentaux du Livre blanc étaient de la pure théorie, rien de plus : il ne s'agissait en effet que d'un ensemble de promesses sur papier, sans aucune explication sur les moyens dont on disposait pour les tenir.

L'objet du Livre blanc était de prévoir les besoins du Canada en matière de défense d'ici le début du XXI<sup>e</sup> siècle et d'élaborer des programmes solides et prévisibles de financement. Tout juste deux ans plus tard, les Ca-

nadiens et les Canadiennes s'entendent dire, par le même gouvernement qui a écrit le document, qu'il n'y a pas d'argent pour payer.

... Je pense qu'à l'heure actuelle, nous n'avons pas de méthode cohérente de planification pour définir nos besoins en matière de défense nationale. Les plans de défense sont élaborés dans le vide, sans aucun égard pour les limites budgétaires ou les réalités fiscales. Le Livre blanc était en fait une liste de vœux du gouvernement et, aujourd'hui, nous sommes en passe de voir le ministère des Finances nous dicter nos politiques de défense, s'il écourte cette liste pour tenir compte de nouvelles réalités financières.

Il faut de toute évidence que le gouvernement entreprenne une réévaluation approfondie des besoins et des engagements du Canada sur le plan de la défense, non seulement à la lumière des nouvelles réalités fiscales et des ressources dont nous disposons pour la défense, mais aussi en fonction de l'évolution des tendances stratégiques et géostratégiques. Cette révision devrait désormais se faire dans le cadre d'un processus courant, permanent et régulier. Il est tout simplement ridicule de ne revoir sérieusement notre position de défense que tous les quinze ans, comme on l'a fait avec les autres Livres blancs, comme si le monde et nos besoins en matière de défense ne changeaient que tous les quinze ans ...

Deuxièmement, il conviendrait que les considérations d'ordre fiscal et budgétaire entrent en ligne de compte dans le processus de planification beaucoup plus tôt que ce n'est le cas actuellement. La question des budgets militaires est trop importante pour qu'on la laisse au ministère de la Défense nationale, à celui des Finances et au Conseil du Trésor ...

Troisièmement, il faudrait que soient rendues publiques les méthodes comptables et budgétaires servant à établir le coût des grands programmes. Je pense que tout le processus d'acquisition et de budgétisation des armements est encore beaucoup trop secret.

Quatrièmement, il nous faudrait une base beaucoup plus solide pour pouvoir évaluer l'influence que la conjoncture stratégique changeante aura sur les engagements et les priorités du Canada en matière de défense au cours des années à venir. Les critiques ont, à juste titre, reproché au Livre blanc ses relents de guerre froide des années 1960. Une grande partie des reproches formulés étaient prévisibles avant même que le Livre blanc soit écrit. L'évaluation que je préconise supposerait que l'on sollicite l'opinion de l'ensemble des analystes du renseignement, et pas seulement de ceux du ministère de la Défense nationale ...

Cinquièmement, il est de plus en plus évident qu'il faut absolument étudier les évaluations de la menace stratégique parallèlement aux exigences fonctionnelles de la politique canadienne de sécurité, au sens le plus large du terme. Quels sont les rôles, dans le cadre des missions, qui conviennent le mieux au Canada lorsqu'il s'agit de préserver et de maintenir la sécurité

internationale ? Y a-t-il certains types de missions qui sont plus en accord avec les objectifs et les buts de notre politique étrangère ? ...

Certains prétendent qu'à l'avenir, notre sécurité sera essentiellement menacée par les trafiquants de drogue, les immigrants qui franchissent illégalement nos frontières et nos côtes, les déversements de pétrole et la pollution, et le pillage des ressources naturelles dans nos eaux littorales. Y a-t-il un volet militaire dans ce genre d'opérations de sécurité non traditionnelles, ou devons-nous mettre sur pied des forces spéciales qui vont s'occuper de ces menaces nouvelles et de plus en plus fortes qui pèsent sur notre sécurité ? ...

... Il y a d'importantes leçons à tirer des événements de la semaine dernière, des leçons qui se rapportent au mode de planification de notre sécurité et de notre défense. Il serait extrêmement déplorable que ces leçons ne soient pas apprises et que la bureaucratie continue de dire qu'il n'y a pas de problèmes.

*« Si la situation mondiale avait suffisamment changé depuis 1987 pour justifier une analyse stratégique entièrement nouvelle alors, nous pourrions peut-être envisager d'écrire un nouveau Livre blanc. »*

*« Ce que je vois se dessiner d'une façon générale, c'est une marginalisation de plus en plus nette de la politique de défense du Canada et, par ricochet, de sa politique étrangère. »*